

CHOMAGE, AUSTERITE, GUERRES...

HOLLANDE, 3 ANS AU SERVICE DU PATRONAT !

(Communiqué du CNP 65)

Pour souffler les bougies de ses trois ans à l'Elysée, Hollande est invité par ses amis de la monarchie saoudienne adeptes des châtiments corporels, ennemis des femmes et des travailleurs. Mais avant, il est passé récupérer son cadeau au Qatar tout autant réactionnaire: 6 milliards d'euros pour la vente de 24 avions Rafale !

Pour justifier les interventions militaires française, Hollande invoque la lutte contre le terrorisme mais, dans le même temps, il affiche son amitié et vend des armes à des monarchies qui ne cachent pas leurs sympathies pour les djihadistes et les ont indirectement financés. En réalité, l'armée française récemment accusée de viols sur enfants en Centrafrique, n'intervient nullement pour protéger les populations mais bien pour servir les multinationales en réaffirmant la domination de la France sur des régions d'Afrique qu'elle a largement contribué à mettre à sac. Ces interventions sont l'occasion de trouver de nouvelles parts de marché et de protéger des intérêts économiques : l'uranium du Niger ou bien les réserves de pétrole et de diamants encore non exploitées en Afrique Centrale. Et c'est bien pour défendre les intérêts des capitalistes et des marchands d'armes que le gouvernement a décidé d'augmenter de 4 milliards le budget des armées.

LE GOUVERNEMENT = LE MEDEF !

Le président du Medef n'aura même pas eu besoin de le demander, pour qu'Hollande distribue des milliards d'euros au patronat sans aucune contrepartie, banalise le travail le dimanche, mesure-phare de la loi Macron, use de la répression syndicale et sociale en guise de dialogue social. Enfin, entre la possibilité pour les enseignants de signaler des élèves jugés déviants directement au procureur de la république et la loi sur le renseignement votée mardi, il s'agit en fait, dans les deux cas, sous couvert de lutter contre le « terrorisme », de rendre chaque individu suspect potentiel donc bon client pour la mise sur écoute sans autre forme de procès que l'accord du premier ministre. Le bilan est lourd : en 2015, plus de 8 millions de personnes vivent avec 964 euros par mois, un enfant sur 5 est pauvre, 3,6 millions de personnes sont mal-logées ou sans-abri, une personne sur cinq renonce aux soins de santé, entre 5 et 6 millions de personnes sont en exclusion bancaire et 765 000 ménages sont surendettés.

Sourd et aveugle face au mécontentement populaire, le gouvernement prépare de nouvelles attaques. La seule chose qui pourra le faire reculer, c'est nos mobilisations et nos luttes pour la défense de nos droits sociaux et démocratiques et en finir avec une politique au service du patronat et des riches contre les travailleurs et les peuples.

Le NPA65, TARBES, le 5 mai 2015.